

FAUDOT2017



Le 7 février dernier, j'ai été désigné par le Mouvement Républicain et Citoyen pour porter, lors de l'élection présidentielle de 2017, un projet de reconquête de la souveraineté nationale et populaire au service d'un projet de transformation sociale.

Je suis né en 1978 et ma génération n'a connu que les crises. Conseiller départemental du Territoire-de-Belfort, je suis un élu de terrain dans l'un de ces territoires dits « périphériques ». Je connais la réalité de cette France abandonnée des services publics, en voie de désertification et de désindustrialisation. Il y a pourtant dans les campagnes françaises, dans les villages, les bourgs, les petites villes, des énergies inestimables. Je veux mobiliser cette France des oubliés.

Notre système politique est cassé et appelle un profond renouvellement. 2017 doit être le moment de la grande explication. Maire, vous avez entre vos mains la capacité de libérer la prochaine campagne présidentielle du jeu politicien habituel. Je m'adresse donc à vous pour solliciter votre parrainage. Vous trouverez dans ce document mes orientations pour 2017.»

Bastien Faudot

500 SIGNATURES : UNE RESPONSABILITÉ DÉMOCRATIQUE

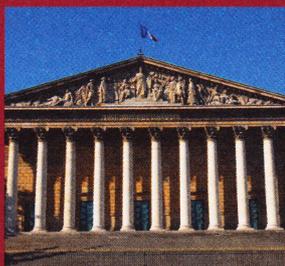
Chaque candidat doit réunir 500 parrainages. Le Conseil Constitutionnel arrêtera la liste des candidats ayant recueilli les 500 parrainages au début de l'année 2017.

Les parrains ont une responsabilité importante : celle d'assurer un filtre démocratique. Les grands partis n'ont aucune difficulté à réunir les 500 signatures. Malheureusement, ils choisissent de verrouiller le débat. Les autres candidats doivent donc obtenir l'accord des nombreux élus qui décident d'exercer cette responsabilité librement.

L'élection présidentielle est une élection sérieuse, il ne s'agit pas d'avoir trente ou quarante candidats. Votre responsabilité est de sélectionner des candidats qui ont quelque chose à dire, un rôle à jouer et ce quel que soit le sort que leur promettent les grands médias et les instituts de sondage.

Parrainer un élu est une aide politique inestimable mais ne correspond pas à un soutien ou à un engagement. Il s'agit de dire si cette candidature est utile, si elle doit être présentée aux Français.

LA FRANCE FACE AUX CRISES



CRISE POLITIQUE !

Le président de la République comme le Premier Ministre sont à des niveaux records d'impopularité. À chaque élection, l'abstention progresse par rapport à la précédente. Le Front national est aux portes du pouvoir. Les citoyens sont perdus et ont l'impression que la politique est devenue un jeu qui se déroule sans eux. Les symptômes de cette crise politique sont partout, mais les solutions n'apparaissent nulle part car beaucoup refusent d'affronter la réalité d'une démocratie évaporée au profit des banques, des marchés financiers, des lobbys ou des technocrates.

Remettons le citoyen au centre de la République, en particulier par un usage nouveau et fréquent du référendum. Rendons la parole au peuple des citoyens !



CRISE DE L'EUROPE !

Depuis la mise en échec par les citoyens de la Constitution européenne en 2005 et après la crise de l'euro commencée en 2009, plus personne ne sait où va l'Europe. Autrefois projet de coopération où les pays se tiraient vers le haut, l'Europe nous tire tous vers le bas au nom de règles budgétaires absurdes et d'un rapport de force favorable à l'Europe du Nord et à la finance. La crise des réfugiés a même dévoilé l'échec de Schengen. Plutôt que de prendre la tête d'une refondation de l'Union européenne, la France rase les murs et négocie l'indulgence de Bruxelles et de Berlin sans jamais remettre en cause les règles de l'austérité.

Je veux une nouvelle donne pour l'Europe pour sortir du fédéralisme rampant. La souveraineté des peuples et des nations sera ma priorité !



CRISE ÉCONOMIQUE !

L'Europe ne se porte pas bien mais la France est encore plus mal en point. La montée du chômage lamine la société française, la fragilité de notre tissu productif et industriel nous expose au déclassement. La course aux 3 % de déficit public a été un double échec : les finances publiques ne sont pas redressées et l'austérité budgétaire a tué la croissance et fait exploser le chômage. Il faut remettre en cause les règles européennes décidées en 2010 sous l'impulsion d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy et appliquées par François Hollande. Ces règles tuent la Grèce, ont fait sombrer l'Espagne, l'Irlande et le Portugal et tétanisent la France.

La France doit renégocier le fonctionnement de la monnaie unique en la mettant au service de la croissance et de l'activité !

LA MAIRIE, LA RÉPUBLIQUE AU COIN DE LA RUE

LES LOIS DE DÉCENTRALISATION ONT MARQUÉ UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS L'HISTOIRE DE NOTRE PAYS POUR FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE LOCALE DANS NOS 36 000 COMMUNES, 100 DÉPARTEMENTS ET DÉSORMAIS 13 RÉGIONS.

CE RÉSEAU DÉMOCRATIQUE EST UNE RICHESSE POUR NOTRE RÉPUBLIQUE.

DÉCENTRALISATION FOLLE

Aujourd'hui la décentralisation s'emballe : les lois s'accumulent, les intercommunalités deviennent trop grandes, l'État pousse à la fusion de communes... Il faut un moratoire législatif et réglementaire : les collectivités ont besoin de stabilité. Ce temps doit être utilisé pour refonder avec vous la démocratie locale sur des bases compréhensibles par nos compatriotes.

AUSTÉRITÉ ABSURDE

L'État fait payer aux collectivités le redressement des finances publiques sous contrainte de Bruxelles et de Berlin. C'est injuste : les finances des collectivités locales sont vertueuses – elles représentant moins de 10 % de la dette publique. C'est inefficace : les collectivités assurent 70 % de l'investissement public et alimentent l'économie locale. C'est brutal : l'État utilise nos budgets pour réformer au forceps.

TERRITOIRES OUBLIÉS

Cette décentralisation en folie est mise au service d'une vision de l'aménagement du territoire qui condamne les trois quarts du territoire français. La priorité absolue donnée aux métropoles comme l'agrandissement à la taille « européenne » des nouvelles régions vont nous conduire dans l'impasse. Au déclassement économique et à la souffrance sociale de cette France périphérique s'ajoute l'ignorance des pouvoirs publics.

ÉTAT FANTÔME

Au début, la décentralisation gardait un rôle important pour l'État, l'action du préfet et des services déconcentrés. La Révision générale des politiques publiques a démantelé l'État local qui n'a été remplacé par rien ou alors la tutelle des grandes collectivités et de leurs technocraties.

AU CŒUR DE MA CAMPAGNE

- 1 PAUSE DANS LA DÉCENTRALISATION
- 2 PROTECTION DES FINANCES LOCALES
- 3 ÉGALITÉ TERRITORIALE
- 4 RECONSTRUCTION DE L'ÉTAT





Jean-Luc LAURENT

Député du Val-de-Marne,
président du MRC, ancien maire
du Kremlin-Bicêtre

« En présentant Bastien Faudot à l'élection présidentielle de 2017, le MRC propose la candidature de renouveau dont notre pays a besoin, mais aussi la candidature de fidélité à la gauche, à son histoire comme à ses aspirations. Dans chaque commune de France, la République c'est la mairie, maison commune des citoyens, et l'école, lieu de transmission du savoir et des principes républicains. Vous aussi, donnez à Bastien Faudot la possibilité de s'exprimer en 2017 ! »



Denis DURAND

Maire de Bengy-sur-Craon, président
de la communauté de communes du
Pays de Néronde, membre du comité
directeur de l'AMF

« Les communes rurales subissent de plein fouet le désengagement massif de l'État. Nous devons stopper l'asphyxie des communes qui sont le relai essentiel de l'action publique. Nous devons résister aux actions qui visent à dépouiller les communes de leurs compétences. 36000 communes avec 500 000 conseillers municipaux bénévoles, c'est une chance pour la France. Je sais pouvoir compter sur Bastien Faudot, républicain conséquent, pour défendre la commune, brique de base de la République. »



Christian HUTIN

Député du Nord, maire de
Saint-Pol-sur-Mer

« Comme député, j'ai voté contre les baisses de dotations aux communes et contre la réforme territoriale. La France a aujourd'hui besoin d'un jacobinisme moderne et de proximité qui permettent à chaque commune de s'insérer dans une dynamique de croissance. La décentralisation à outrance fait deux victimes : les communes et l'État. Le moratoire proposé par Bastien Faudot est une mesure indispensable. »



Catherine COUTARD

Conseillère municipale et
communautaire de Montélimar

« Prévues comme un outil de coopération entre les communes, les intercommunalités sont trop souvent devenues des entités technocratiques qui échappent au contrôle des citoyens et de leurs élus communaux. Penser l'intercommunalité aujourd'hui, c'est réaffirmer l'importance de la démocratie dans la République et refuser l'intercommunalité à marche forcée et trop vaste pour être proche du citoyen. C'est le sens de la candidature de Bastien Faudot. »



**VOUS AUSSI
PARRAINEZ
BASTIEN FAUDOT SUR :**

FAUDOT2017.FR/PARRAINS



/BASTIEN.FAUDOT

@FAUDOT2017

@FAUDOT2017

